

IMPORTATION DE BLÉ

L'Algérie évite le piège des spéculateurs

Finalelement, l'OAIC a eu raison de la spéculation en retardant sa sortie sur les marchés internationaux, annoncée pour la semaine passée.

Les prix du blé ont chuté, ces derniers jours, et tendent à baisser davantage avec l'amélioration des prévisions de récoltes pour le blé et le maïs américains et le recul des déclarations russes au sujet d'éventuelles restrictions à l'exportation.

En une semaine seulement,, les prix du blé ont chuté de 10 dollars environ sur les Bourses de Chicago, de Londres et de Paris et se dirigent vers des situations moins alarmantes.

L'OAIC sous tension

Alors que la situation des stocks est assez confortable, des analystes européens (français et britanniques, notamment) avancent des chiffres, anormalement manipulés, pour dire qu'il faut sécuriser davantage et acheter immédiatement de grandes quantités de blé.

L'OAIC, qui fait partie des gros acheteurs mondiaux, influe toujours sur les prix lorsque de fausses informations sont distillées à travers les différentes Bourses sur l'imminence de commandes algériennes. L'office public algérien subit toute cette pression en observant le mutisme sur les quantités en stock et celles qui sont inscrites au titre des approvisionnements à réaliser. Certes, la production céréalière en Algérie, estimée à 52 millions de quintaux, est en deçà des prévisions, mais reste de loin très importante par rapport à la campagne précédente qui s'est située autour de 45 millions de quintaux. En somme, les récoltes ont augmenté de 7 millions de quintaux et s'ajoutent aux 500 mille tonnes de blé importées en août dernier.

Par ailleurs, depuis 2009, les capacités de stockage de l'Algérie ont sensiblement augmenté par la réalisation de l'ac-

quisition de silos susceptibles de mettre à l'abri les stocks actuels, dont une partie est destinée à renforcer la sécurité de la consommation au cours des premiers mois de 2013.

Les enjeux de la spéculation

Comme pour la crise de 2008, les produits céréaliers ont enregistré des augmentations de prix, variant entre 15 et 38 %, selon les produits. La spéculation a commencé en janvier dernier lorsque la pluviométrie commençait à atteindre des niveaux de baisse inquiétants aux Etats-Unis, le plus grand producteur mondial. Les incendies et les inondations qui ont affecté les territoires russes ont ensuite consolidé les prévisions pessimistes de la production mondiale.

Comme le démontre le tableau ci-dessous, les prix ont commencé à flamber depuis début janvier. Les spéculateurs tentaient même d'entraîner les prix du riz, resté pourtant à l'abri de toutes les perturbations.

A la mi-septembre, le prix boursier du blé de meunerie a dépassé la barre des 350 dollars la tonne (en FOB). Pour un pays comme l'Algérie, il fallait rajouter 20 dollars encore pour calculer le prix en coût et fret (CFR).

Les grosses centrales d'achat sont restées pourtant très sobres et n'ont pas cédé à la spéculation qui maintenait une forte tension sur les prix. Et cette attitude a fini par triompher dans la mesure où depuis une semaine, les marchés (sans exception) ont enregistré des baisses significatives sur tous les produits céréaliers.

Les spéculateurs ont manqué cette fois-ci de liquidité. Car, les banques ne participent plus à la spéculation sur les opérations volatiles et orientent l'argent vers d'autres activités plus sûres.



Photo : DR

La production céréalière en Algérie est estimée à 52 millions de quintaux.

Même les fonds d'investissement, qui gèrent l'épargne, sont restés jusqu'ici très distants par rapport à la tentation spéculative du marché céréalière. Auparavant, les institutions financières accordaient d'énormes facilités de caisse pour les opérations d'achat et de stockage des céréales et participaient ainsi à la flambée des prix.

L'arme de l'information

Démunis du nerf de la guerre, les spéculateurs ont eu recours cette année à l'arme de l'information. Quotidiennement, il est propagé des informations sur l'imminence de rupture de stocks chez les gros consommateurs, sur la revue à la baisse des prévisions des gros producteurs et parfois même sur une éventuelle suspension des exportations russes. Ces informations ont affolé les marchés et contribué au maintien de la hausse des prix.

C'est justement le cas pour l'Algérie qui a fait l'objet de plu-

sieurs études alarmantes sur ses stocks. Le comble est que ces études n'ont pas été réalisées par des cadres algériens, mais plutôt par des «boîtes» étrangères fortement liées aux cercles de la spéculation.

L'OAIC, qui est un opérateur économique, est lié à une administration sensible à l'opinion publique. Et c'est à travers cette opinion publique que les décideurs des marchés internationaux comptent exercer des pressions sur l'office des céréales.

Ce même office a déstabilisé certains «revendeurs» depuis

qu'il a imposé de nouvelles normes de qualité aux produits importés. Ces normes sont similaires à celles en vigueur dans les pays européens et aux Etats-Unis et les produits importés sont contrôlés par des sociétés spécialisées avant même leur embarquement. A la fin du mois, les récoltes mondiales seront plus ou moins du domaine public et les variations de prix se stabiliseront dans des proportions objectives. L'acheteur public algérien sera alors soumis à moins de contraintes.

Mokhtar Benzaki

Libellé	Variation depuis le 1 ^{er} janvier	Variation sur 52 semaines
Blé - Chicago	%+37,96%	+36,39%
Blé de meunerie n°2 - Paris	+30,95%	+36,33%
Blé fourrager - Londres	+33,33%	+27,67%
Maïs - Chicago	16,98%	+15,19%
Maïs - Paris	+23,25%	+22,17%
Riz - Chicago	+6,55%	-5,85%

HARCÈLEMENT SEXUEL À LA CHAÎNE AMAZIGHE TV4

Le parquet requiert une année de prison ferme contre le DG

Le procureur près le tribunal de Sidi M'hamed a requis, hier, une année de prison ferme et 50 000 DA d'amende à l'encontre du directeur général de la Chaîne amazighe TV4. L'affaire mise en délibéré, le verdict sera connu sous quinze jours.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Après plusieurs reports de l'affaire, le directeur de la Chaîne amazighe TV4, Saïd Lamarni, est passé, hier, à la barre, au tribunal de Sidi M'hamed, à Alger, pour répondre des accusations lancées par un groupe de journalistes de sa rédaction, pour harcèlement sexuel. Tous les témoins, soit une dizaine, ont répondu présent à la convocation de la juge,

et ont à l'unanimité affirmé que l'accusé «usait de son poste de responsabilité pour exercer un harcèlement sexuel récurrent sur le personnel féminin de la rédaction». Certains ont même raconté dans le détail comment Saïd Lamarni s'adonnait au harcèlement : «Il n'hésitait pas à recourir à des attouchements sur le personnel féminin en pleine réunion de la rédaction et parfois, lorsque les journalistes étaient chacune à son poste de travail, il les surprenait de dos pour leur serrer la taille...».

De son côté, l'accusé a catégoriquement nié les faits qui lui sont reprochés. Le procès a débuté à 11h et ne s'est achevé qu'à 14h. Le verdict a été mis en délibéré pour le 14 octobre pro-

chain. Pour rappel, l'affaire a éclaté il y a environ une année, lorsqu'un groupe de journalistes femmes de la rédaction de la Chaîne amazighe TV4 a saisi le Syndicat national des journalistes (SNJ). Après la publication de plusieurs communiqués dans la presse nationale, le SNJ a mis à la disposition des journalistes en question son avocat maître Youcef Dilmi. Selon ce dernier, malgré l'insistance de la défense de l'accusé, pour le déroulement du procès à huis clos, la juge a tenu à ce que l'affaire passe en audience publique. Il est à noter que l'acteur Saïd Hilmi était présent à l'audience pour soutenir psychologiquement l'accusé. Affaire à suivre.

M. M.

AFFAIRE SONATRACH

La chambre d'accusation joue les prolongations

Prévu pour ce dimanche, le verdict de la chambre d'accusation de la cour d'Alger dans l'affaire Sonatrach est ajourné de quelques jours, a-t-on appris de sources fiables. La dite institution judiciaire devra donc statuer sur les recommandations du magistrat instructeur et sur les décisions qu'il avait notifiées dans son ordonnance de renvoi (devant la chambre d'accusation) du 26 septembre 2011. Pour rappel, la chambre d'accusation près la cour d'Alger avait déjà examiné les premières conclusions de l'instruction qui faisaient état de la correctionnalisation du dossier et de l'annulation des poursuites au profit de trois prévenus. Cependant, elle a ordonné un complément d'enquête sur les biens détenus en Algérie et à l'étranger par l'ensemble des prévenus afin de vérifier «s'il n'y a pas eu de délit de blanchiment d'argent».

Ainsi, deux commissions rogatoires (le 31 janvier 2010 et le 30 décembre 2010), dont une adressée au doyen des juges du tribunal parisien, ont été délivrées. Selon des indiscrétions, le juge en charge de l'affaire veut avoir toutes les informations relatives aux biens en Algérie et à l'étranger de l'ensemble des prévenus, et ceux de Réda Hemche en particulier, lequel aurait joué un grand rôle dans l'affaire des marchés et de la surfacturation. La chambre d'accusation a formulé récemment des demandes de saisie des biens détenus par les prévenus en France. En somme, avec cette nouvelle, il ressort nettement que la chambre d'accusation a opté pour les prolongations en attendant de statuer définitivement sur l'affaire.

A. B.